

COULISSES
BRUXELLESDivisions
d'état-major

Les militaires français n'ont pas vu venir le coup. Tout à leur certitude d'être la cheville ouvrière de l'Europe de la défense et donc incontournables, les galonnés français n'avaient aucun doute sur le fait d'obtenir la direction de l'état-major militaire de l'UE, qui devrait prendre ses fonctions au semestre prochain. Il s'agit d'un poste clé puisque cet organe dirigera les 60000 hommes de la force de réaction rapide européenne, dont la composition est annoncée aujourd'hui, à Bruxelles, par les ministres de la Défense et des Affaires étrangères des Quinze. Quelque peu inquiet, le Quai d'Orsay avait offert ses services au ministère de la Défense pour s'assurer que les alliés de la France étaient bien prêts à voter pour le candidat français, le général Marcel Valentin. Refus méprisant. Le ministère de la Défense, pris d'un doute tardif, a néanmoins demandé à Jacques Chirac d'intervenir auprès de Gerhard Schröder. Les Allemands ont répondu par un beau « bras d'honneur », selon l'expression d'un diplomate: alors que Paris et Berlin célébraient leur amitié à Vittel, le 10 novembre, l'Allemagne présentait au même moment, à Bruxelles, son propre candidat, le général Rainer Schuirth — une pointe incontestée —, à la surprise totale des Français. Il a été immédiatement élu par ses pairs, le candidat français restant sur le carreau. Manifestement, Berlin avait préparé son coup de longue date. Prévenus, les dirigeants français à Vittel n'ont guère goûté la manœuvre, même s'ils estiment que les militaires sont les seuls responsables de ce plantage. Ils espèrent se refaire avec la présidence du Comité militaire, l'instance qui coiffera l'état-major. Le Quai d'Orsay s'est mis, sans grand espoir, à promouvoir la candidature du chef d'état-major français, le général Jean-Pierre Kelche. Le plus amusant, dans cette affaire, est que les Allemands vont aussi bientôt hériter du poste d'adjoint du commandant des forces de l'Otan (*deputy Saceur*), celui-là même qui dirigera les moyens de l'Alliance lors d'une opération menée sans les Américains. Bref, une belle OPA sur la défense européenne... ●

J. Q. (Bruxelles)

Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères:

«L'EUROPE A TROP SOUFFERT DES JOUEURS DE FLÛTE»

Après la chute de Milosevic, le continent européen est désormais politiquement réuni. La démocratie — plus ou moins consolidée — est devenue le régime politique commun des ex-démocraties populaires, ce qui ouvre la porte de l'Union, à plus ou moins longue échéance, à dix-sept pays, dix-huit si l'on ajoute la Turquie. A cinq jours du sommet de Zagreb, qui célébrera, vendredi, les retrouvailles entre l'UE et les pays issus de l'ex-Yougoslavie, et à trois semaines du Conseil européen de Nice, qui doit réformer les institutions communautaires pour permettre l'élargissement, Hubert Védrine se montre optimiste sur les capacités de l'Union à accueillir ces futurs membres. Mais il rejette fermement l'idée de fixer une date, même indicative, aux premières nouvelles adhésions. Entretien avec le ministre des Affaires étrangères de la France qui préside l'Union en ce dernier semestre du XX^e siècle.

La Commission européenne propose d'achever les négociations d'adhésion avec certains pays fin 2002. Cette échéance est-elle tenable? C'est se moquer du monde que de prétendre que l'on peut annoncer à l'avance la date de fin de négociation. On ne l'a fait qu'une fois, pour la Grèce... Les négociations doivent se poursuivre sérieusement, pays par pays, jusqu'à ce qu'elles soient terminées, tout simplement. Tous les problèmes doivent d'abord être réglés. L'Union, elle, s'est engagée à être prête à accueillir de nouveaux membres à partir de janvier 2003. C'est la seule date que l'on puisse fixer. Je me réjouis que la Commission annonce qu'elle va accélérer ses négociations. C'est ce que la France, en tant que présidente, avait demandé.

Annancer des dates risquerait de créer des déceptions?
Bien sûr. Les dates promises dans le passé sont déjà dépassées, ce qui en démontre l'absurdité. Si le processus d'élargissement souffre de quelque chose, c'est de démagogie. Il est plus franc, plus honnête, plus respectueux des opinions publiques des pays candidats de leur dire que ce qui est en jeu n'est pas de faire entrer leurs pays « dans l'Europe », puisqu'ils en font partie, mais de les faire adhérer à l'Union, un système extraordinairement compliqué et de plus en plus exigeant, auquel ils doivent être bien préparés. Il faut que l'élargissement soit réussi, dans notre intérêt même: nous n'avons pas passé quarante ans à construire l'Union pour la mettre en danger. Mais aussi dans l'intérêt

de ces pays qui vont devoir supporter le choc. **La chute de Milosevic rend-elle possible une future adhésion de l'ex-Yougoslavie?**

Dès juin dernier, au sommet de Feira, nous avons déclaré que les pays du processus d'association et de stabilisation étaient des candidats en puissance. Mais ce n'est pas une question d'actualité. Ce qui est indispensable, dans un premier temps, et enfin possible, c'est de mettre en place une coopération régionale dans le sud-est de l'Europe. J'étais à Zagreb le 10 novembre pour expliquer que ce n'est pas contradictoire avec le rapprochement de ces pays avec l'Union, au contraire. Il ne s'agit pas de recréer une nouvelle Yougoslavie, mais de faciliter leur modernisation, leur ouverture.

Il va aussi falloir les aider financièrement.

Oui, mais pas seulement. L'Union a trop souvent tendance à ne se considérer que comme une banque de développement régional, mâtinée de Croix-Rouge. Il faut cesser, pour le seul motif de montrer que l'on existe, d'annoncer des chiffres mirobolants d'aide dès qu'il y a une crise quelque part, sans d'ailleurs tenir les promesses. L'Europe, c'est une pensée politique, des valeurs. Nous devons transmettre des idées, du savoir-faire, pour les aider, par exemple, à construire un Etat de droit, à développer une politique sociale ou d'urbanisme, etc. Déverser sans compter dans un environnement mal préparé, c'est prendre le risque que l'argent soit gaspillé, voire détourné.

«L'Union a trop souvent tendance à ne se considérer que comme une banque de développement régional mâtinée de Croix-Rouge.»

Quel est le but du sommet de Zagreb?
A l'origine, il devait envoyer un message d'encouragement démocratique à l'opposition serbe. Maintenant, il devient le sommet des retrouvailles démocratiques et du rapprochement avec l'Europe. Si l'on veut aider les peuples de la région à sortir définitivement de l'enfermement et de la paranoïa historique, c'est maintenant.

N'y a-t-il pas un risque de voir les 200000 morts du conflit yougoslave passer par pertes et profits?
Ces pays auront à gérer politiquement et humainement leur après-guerre, avec tout ce que cela comporte, et à construire entre eux une relation nouvelle. C'est un peu comme entre les Français et les Allemands. On peut les encoura-



A l'approche du sommet de Nice, il plaide pour des progrès méthodiques plutôt que des grands débats.

Hubert Védrine, sur l'ex-Yougoslavie: «Ces pays auront à gérer leur après-guerre et à construire entre

ger, mais personne ne peut le faire à leur place. Cela doit venir des peuples eux-mêmes: il faut que les mentalités évoluent en profondeur si l'on veut que la réconciliation soit durable. J'ai confiance dans le processus engagé d'aide à l'europanisation des Balkans.

Comment voyez-vous l'avenir du Kosovo et du Monténégro?

Il ne faut pas chercher à forcer des décisions qui ne sont pas mûres et qui bloqueraient les évolutions possibles. Les Kosovars veulent l'indépendance, mais la loi internationale confirme la souveraineté de la république fédérale de Yougoslavie (RFY) et le Monténégro fait clairement

partie de la RFY. Le nouveau président, Vojislav Kostunica, a fait des déclarations montrant qu'il était prêt à discuter d'un schéma institutionnel nouveau. Mais il faut attendre un petit peu, le laisser s'installer, se consolider, proposer. Ce n'est dans l'intérêt de personne aujourd'hui de forcer des décisions. Cela bloquerait tout. Une dynamique s'est mise en marche: les mentalités vont évoluer et les problèmes qui nous paraissent aujourd'hui insolubles trouveront une solution.

A moins de trois semaines du Conseil européen de Nice, les Quinze semblent très loin d'un accord sur la réforme des institutions européennes.

Je ne partage pas votre pessimisme. Nous avons déjà beaucoup progressé sur l'extension du nombre de sujets décidés à la majorité qualifiée: environnement, industrie, promotion de la culture, une bonne partie des nominations dans les organismes communautaires, etc. On va également réussir à assouplir les «coopérations renforcées». Sur les deux autres sujets, il est vrai, il y a des options nettement différentes sur la table de négociation: la repondération des voix entre les Etats lors des votes au Conseil des ministres, qui doit être, selon nous, substantielle, et la composition de la Commission, qui, pour rester efficace après l'élargissement, ne devrait pas comporter plus de vingt commissaires.

Au sommet informel de Biarritz, en octobre, un front des petits pays s'est soudé, face à l'agression des grands.

Ce front, s'il existe, ne concerne qu'un seul sujet, celui de la Commission: ces pays insistent pour garder leur commissaire. Sur les trois autres sujets, il n'y a pas d'opposition entre «petits» et «grands». Il n'y a pas eu d'agression. Dans la phase finale d'une négociation, il est utile que les choses soient dites franchement.

Glossaire européen

Commission: elle compte un commissaire par Etat membre, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne en ayant deux.

Conseil des ministres: lors des votes, chaque pays a droit à un certain nombre de voix en fonction de sa taille: deux pour le Luxembourg et jusqu'à dix pour les quatre grands (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie); l'Espagne en a huit.

Majorité qualifiée: elle représente environ deux tiers des voix.

Coopération renforcée: elle permet à des groupes d'Etats d'aller plus loin dans l'intégration européenne.

Repondération: rééquilibrage des voix en fonction des évolutions démographiques.

CIG: conférence chargée de réformer les institutions communautaires en vue de l'élargissement.

eux une relation nouvelle. On peut les encourager mais personne ne peut le faire à leur place.»

Les petits pays ne risquent-ils pas d'affaiblir la Commission au bénéfice du Conseil des ministres, et donc des grands pays qui dominent cette institution?

Nous sommes en effet plus fidèles à l'esprit des origines en plaidant pour une Commission forte, et donc réduite ou plafonnée, qu'en la laissant grandir à l'infini et se paralyser. Les commissaires ne sont pas censés représenter l'intérêt national, mais l'intérêt général européen. Le système de rotation que nous proposons supposerait des sacrifices pour chacun des pays. Ce n'est pas un complot des «grands» pays. La position de certains est donc étonnante.

Comment surmonter cette résistance à l'idée d'une Commission réduite?

Dans sa tournée des «petits» pays, Pierre Moscovici, le ministre délégué aux Affaires européennes, a constaté que ceux-ci persistaient à ne pas vouloir lâcher «leur» commissaire. Il faudrait alors au minimum inscrire dans le traité le principe d'un plafonnement et la date de sa mise en œuvre, si celle-ci est différée.

La France soutient un vrai rééquilibrage du poids des grands et des petits pays au sein du Conseil des ministres. Accepterait-elle que l'Allemagne, avec 22 millions d'habitants de plus que l'Hexagone, ait plus de voix qu'elle?

N'oublions pas que quand le principe de parité France-Allemagne a été posé, au moment du traité de Rome, il y avait déjà un écart démographique important entre nos deux pays. La population est importante, mais il y a d'autres critères, notamment politiques. Je crois plutôt que l'on va continuer à raisonner en termes de groupes de pays — petits, moyens et grands —, avec d'éventuels problèmes pour des pays charnières comme l'Espagne.

L'Allemagne a demandé qu'on prévienne la

convocation d'une nouvelle Conférence intergouvernementale (CIG), destinée à rédiger une Constitution européenne.

Ce sont en fait les Länder qui menacent, sans cela, de ne pas ratifier le nouveau traité. Leur souci est de préserver leurs pouvoirs dans l'Europe de demain. Je comprends tout à fait ce besoin de clarification: il faudra bien, un jour, préciser ce qui est européen, national, régional, ce qui a vocation à passer d'un niveau à un autre ou ce qui est figé. Mais, en même temps, il ne faut pas donner aux Européens l'impression qu'ils vivent dans un chantier permanent. D'autre part, des Parlements ou des opinions publiques pourraient se retrancher derrière cette future Conférence intergouvernementale pour refuser de s'engager aujourd'hui. Nous répétons donc que si le résultat n'est pas bon à Nice, nous le refuserons.

La demande allemande renvoie aussi au débat sur l'avenir de l'Europe, lancé par Joschka Fischer en mai dernier?

Mais par l'autre bout: Joschka Fischer, c'est pour avancer vers le fédéralisme; les Länder, c'est pour préserver leurs compétences. On retrouvera ce clivage dans tous les débats sur l'avenir de l'Europe. Si Nice débouchait sur un échec, cela relancerait les propositions les plus radicales.

Le traité de Nice, c'est de la cuisine communautaire, la gestion de l'immédiat. Fischer, lui, propose un destin européen.

Tous ceux qui ont fait des plans sur l'avenir de l'Europe ont conclu par: d'abord réussir Nice. Je crois au progrès méthodique. Les peuples ont trop souffert, au cours des siècles écoulés, des joueurs de flûte qui les emmenaient parfois vers des déceptions cruelles ●

Recueilli par JEAN QUATREMER